

SÉMINAIRE

L'état de la qualité de l'air et du changement climatique au Liban en débat à l'USJ



Les intervenants à la table ronde. Photo DR

En partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le ministère de l'Environnement, l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance (OFP) de l'Université Saint-Joseph, a organisé, dans le cadre du développement de la gouvernance environnementale, la semaine dernière un séminaire intitulé « la gouvernance environnementale dans le secteur de la qualité de l'air et du changement climatique ». Le séminaire a été introduit par le directeur de l'OFP, le Pr Pascal Monin, qui a souligné que « les coûts directs et indirects de la pollution sont très élevés », signalant que la première facture est celle de la santé, et la dernière étant la crise économique.

Loyal Abi Esper, consultante en affaires environnementales, a émis des recommandations en soulignant la nécessité de mettre en œuvre des réglementations, notamment une loi sur la protection de la qualité de l'air, mettre à jour les normes actuelles, s'adapter au changement climatique et assurer la sécurité alimentaire et hydrique grâce à une gestion durable des ressources. Pour sa part, Jocelyne Adjisman Gérard, chef du département de géographie de l'USJ, a estimé que la gouvernance environnementale a de grands défis à relever, soulignant la nécessité d'agir vite, en évitant les stratégies qui ne pourront être mises en œuvre que dans 50 ans, et plutôt développer des stratégies

dont les effets sont perceptibles à court terme.

L'importance du travail des universités au Liban

Samar Malek, chef du département des technologies environnementales au ministère de l'Environnement, considère quant à elle que le code de l'environnement donne à son administration une responsabilité essentielle, alors que son budget ne représente que 0,03 % de celui de l'État. Elle a souligné que la loi est une règle impérative qui doit être appliquée pour protéger l'environnement au Liban.

La mesure de la pollution de l'air, la réglementation des normes de circulation et d'émissions, l'inspection et l'octroi de licences, ont été abordés par Charbel Afif, chef du département de chimie de l'USJ. L'expert a évoqué l'importance du travail des universités au Liban dans les études qu'elles mènent périodiquement sur la question de la pollution de l'air et qui sont les seules sources de données actuellement au Liban. Il a souligné que le pays n'a pas été affecté positivement par la baisse des émissions de gaz due à la suspension du travail des usines durant la pandémie de Covid-19, parce que cette baisse a été compensée par les émissions des générateurs. L'ingénieur Élie Hérou, du Conseil du développement et de la reconstruction, a souligné que la question du transport public est

complexe et nécessite un processus d'application précis en termes de résolution du problème de la pollution de l'air, lequel, une fois résolu, réduira considérablement le niveau de celle-ci.

30 % d'énergies renouvelables en 2030

L'ingénieur Pierre Khoury, président du Centre libanais pour la conservation de l'énergie, a révélé que la loi sur les énergies renouvelables, permet au secteur privé de produire de l'énergie et de la distribuer via le réseau d'Électricité du Liban, soulignant l'importance de cette loi vu la possibilité de générer environ 800 kilowatts. Il a estimé que le Liban est capable d'atteindre 30 % d'énergie renouvelable en 2030, mais l'État libanais doit parvenir à un accord avec le Fonds monétaire international pour stimuler l'application de ces projets.

Vahakn Kabakian, consultant en changement climatique au PNUD, a évoqué l'importance d'utiliser des voitures hybrides et des voitures électriques, soulignant que d'ici à 2030, le pourcentage des voitures écologiques pourrait atteindre les 20 %.

La participation et l'inclusion des jeunes a été enfin le sujet abordé par Ryan Kassem, directeur régional de Youth4Nature, qui a rappelé que ceux-ci sont caractérisés par leur courage, leur créativité et la possibilité d'être porteurs de solutions pour améliorer la situation.